

Récidive

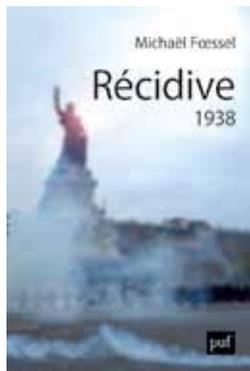
Michaël Fœssel

Puf, mars 2019

192 pages, 15 €

Michaël Fœssel est avant tout un philosophe, spécialiste de Kant, mais sa perception de ce que la France vit depuis une dizaine d'années l'a poussé à se plonger dans la presse de 1938. C'est à partir de cette immersion, presque fortuite, qu'il a écrit *Récidive*. Sans jamais prétendre que nous vivons le retour des années 1930 et que le fascisme nous guette, il pointe un certain nombre d'analogies entre hier et aujourd'hui.

Quels étaient les débats qui agitaient alors le pays ? A partir du large éventail politique des journaux de l'époque, l'auteur revient sur des éléments d'une politique extérieure qui ne se résume pas aux accords de Munich. Il montre aussi qu'en termes de politique intérieure, la période vit l'adoption de nombreuses lois avec, comme fil conducteur – et avant même l'arrivée au pouvoir du régime de Vichy –, l'idée que « la fête est finie » et qu'il est grand temps de remettre la France au travail. Il évoque tour à tour les attermoissements de la France vis-à-vis de l'Allemagne, la fragilité des alliances entre radicaux, socialistes et communistes, la mise en place sans cesse différée de la retraite pour les « vieux », la violente répression des mouvements de grève, la remise en cause quasi systématique des acquis du Front populaire... Ce qui frappe, c'est la façon dont le gouvernement de Léon Blum est rendu responsable de tous les maux qui minent le pays, analyse qui fait d'ailleurs l'impasse sur les effets encore sensibles de la crise de 1929. Si le lecteur croise des noms connus, Michaël Fœssel fait sortir de l'ombre Henri de Kerillis, ce député conservateur qui ferraila contre l'antisémitisme de son camp et devint une sorte de conscience éclairée d'une société



française saisie par une sorte de défaitisme moral.

A noter que ce défaitisme s'est traduit notamment par une politique restrictive en matière d'asile et d'immigration, au nom d'une opinion publique qui serait devenue hostile à toute arrivée de nouveaux étrangers. Le 2 mai 1938, le gouvernement Daladier prit même un décret-loi sur la police des étrangers qui – déjà – instituait une sorte de « délit de solidarité ». Ce qui suscita d'ailleurs une vive réaction de la LDH, lors de son 35^e congrès.

Tout en réfutant l'idée que l'histoire se répète, ce livre crée un certain trouble chez le lecteur et appelle à la vigilance. Attention, nous dit-il, il est des mesures qui, au lieu de défendre la démocratie contre les « nationalismes » ou les « populismes », risquent, dans les faits, de la mettre à terre. C'était vrai en 1938, cela le reste en 2019.

F. D.

Répression

Vanessa Codaccioni

Textuel, avril 2019

96 pages, 12,90 €



Si la répression politique a toujours existé pour annihiler les contestations, dans son ouvrage *Répression. L'État face aux contestations politiques*, Vanessa Codaccioni défend la thèse que ses formes ont en revanche largement évolué ces dix dernières années.

En brochant un tableau des récentes mobilisations sociales et politiques, exemples concrets et d'actualité à l'appui, l'auteure nous montre comment, au moyen de plusieurs mécanismes, la répression étend plus loin et plus discrètement ses différents filets (policier, judiciaire, administratif, militaire...), toujours plus rapidement et sur un périmètre de plus en plus large, dans le but d'invisibiliser ces contestations. Qu'elle cherche à les dépolitiser, en traitant les oppo-

sants politiques en terroristes, tant par les discours que par les pratiques de répression, qu'elle tente de renvoyer le militantisme à une pathologie qu'il faudrait soigner, ou encore qu'elle transforme en profondeur le cadre judiciaire chargé de les caractériser et de les juger, la répression qui frappe les contestataires se présente comme autant de stratégies visant à nier le caractère politique de leur action.

En disqualifiant, au double sens du terme, ces contestations, leurs auteurs et auteures, c'est non seulement une stratégie visant, à rendre la répression insaisissable que dévoile Vanessa Codaccioni, mais aussi, avec elle, une stratégie ayant pour but d'empêcher toute contestation politique. Une thèse forte, nourrie d'exemples d'actualité qui parleront à toutes et tous (qui n'a pas en tête l'histoire de la chemise déchirée ou celle des délinquants solidaires ?), et qui nous permettra de faire ce pas de côté, si nécessaire pour nous rendre compte de l'essentiel : la solidarité doit, aujourd'hui plus que jamais, guider nos luttes.

Chloé Keller,
LDH Paris 18